

En école de commerce, mieux vaut soigner son entrée. Les premiers pas dans cet univers codifié représentent un moment crucial. On célèbre, lors du week-end d'intégration, la réussite au concours, après plusieurs années d'abnégation studieuse en classe préparatoire. On forge son esprit de corps, à coups de jeux et de défis sportifs. On tente d'intégrer une association étudiante, découvrant la puissance du réseau. Ses dérives toxiques aussi. Le premier semestre y est une « red zone » : cette notion, venue des États-Unis, pointe la prégnance de violences sexistes et sexuelles peu après la rentrée. Elle se confirme en France.

Pendant sa scolarité à Audencia, Margot Tramontana raconte avoir été harcelée par le journal télévisé du G-Eyes, une association officielle financée par l'école. Lorsqu'elle intègre l'établissement nantais en 2012, l'étudiante a une relation avec un membre d'une association de l'école, ce qui engendre une rumeur dégradante à son égard. « Face caméra, trois membres du JT – des hommes – sont venus me poser des questions sur mes pratiques sexuelles. Trois autres étudiants, toujours des hommes, assistent à la scène et m'insultent. Le JT a ensuite été diffusé devant 400 personnes, avec cinq longues minutes d'images destinées à m'humilier. » Après la diffusion de l'émission, l'étudiante décide de ne plus fréquenter les soirées et finit par quitter l'école en 2014, avant même d'être diplômée.

Ces JT, eux, continuent d'être diffusés devant des amphithéâtres bondés, plusieurs fois par an. Le Monde a visionné celui de décembre 2022. Au menu : vidéos de soirées, élection des « plus gros choeurs » et des « plus gros suceurs des assos », ciblage de certaines étudiantes, attaquées sur leur vie privée : « T'as bien dormi ? On pense que oui en étant doublement bien accompagnée. Deux zizis en une soirée, ça se passe comment la double sentence ? » Ce n'est qu'en mai, après une enquête menée par MédiaCités, qu'Audencia met un terme aux journaux télévisés de l'association. En septembre, Margot Tramontana, aujourd'hui comédienne et metteuse en scène, envoie une lettre à l'école, signée par trente anciens élèves de l'établissement : « On nous répète sans cesse que les « grandes écoles » forment « les élites de demain ». Il est grand temps qu'elles s'interrogent sur la garantie d'un climat scolaire serein pour assurer la bonne formation des futurs patrons. »

Alarmant
Alexandre Pourchet, directeur du programme grande école d'Audencia, reconnaît que l'école a « manifestement manqué de vigilance dans le contrôle de cette association ». Mais il précise que les derniers JT « n'avaient donné lieu à aucune remontée d'étudiants », et rappelle que les responsables de ce JT avaient, comme tous les présidents d'association depuis septembre 2022, suivi les quatre formations de trois heures consacrées aux violences sexistes et sexuelles (VSS). Le dispositif a été élargi en 2023 à tous les membres des associations. Chaque association compte par ailleurs désormais un référent VSS.

Le mouvement #metoo en 2017 et différents scandales médiatiques ont mis en mouvement les administrations des écoles de commerce. De nouvelles associations féministes, écologistes, LGBTQ+, voient le jour. De nombreux étudiants interrogés évoquent une grande vigilance en amont et pendant les soirées étudiantes. Les établissements regorgent d'initiatives pour mettre un terme aux dérapages, avec une attention particulière portée aux associations étudiantes.



ANNA WANDA GOGUSEY

Tout comme Audencia, HEC a noué un partenariat avec le groupe Egaé, qui anime des formations à la prévention des violences sexistes et sexuelles auprès des associations les plus représentatives de l'école. Lors des soirées, des « anges gardiens » multiplient les contacts préventifs. Les équipes des bars étudiants sont également formées. A l'Essec, les présidents d'associations sont préparés à la gestion de situations de non-conformité à la charte du respect d'autrui – un texte sur les règles du vivre-ensemble et la question du consentement – et chaque association compte un référent « responsabilité sociale et environnementale » et/ou « respect d'autrui ». Là aussi, dans les soirées étudiantes, des « party angels » veillent à la sécurité des jeunes.

Pourtant, les dernières études montrent peu d'amélioration. Dans son baromètre 2023, l'Observatoire étudiant des violences sexuelles et sexistes dans l'enseignement supérieur (OEVSS) dresse un état des lieux alarmant, et particulièrement en école de commerce, où un étudiant sur dix déclare avoir été victime d'agression sexuelle (contre 6 % dans l'enseignement supérieur), et où les événements festifs représentent 76 % des cas de viol (contre 59 %).

« Les chiffres de l'édition 2023 ne montrent pas d'amélioration depuis 2020. La violence est majoritairement perpétrée par des hom-

En 2023, un étudiant sur dix déclare avoir été victime d'agression sexuelle (contre 6 % dans l'enseignement supérieur)

mes sur des filles de première année sous l'emprise de l'alcool, dans le cadre de leur intégration », analyse Iris Maréchal, fondatrice et présidente de l'OEVSS. Diplômée de HEC-Sciences Po, elle incite les associations étudiantes à « prendre conscience des responsabilités dans les violences subies dans les événements qu'elles organisent ».

Lutter contre le harcèlement en école de commerce, c'est s'attaquer au fondement des associations étudiantes, des bulles aussi prestigieuses qu'hermétiques, pilier de la formation des futures élites. On y apprend à se plier aux règles explicites et tacites d'une communauté, à tisser des liens utiles pour la trajectoire professionnelle. Iban Raïs, auteur de *La fabrique des élites déraile* (Robert Laffont, 2021) explique : « Les associations entretiennent le mythe d'une vie étudiante festive, justifient qu'on débourse des frais de scolarité de dizaines de milliers d'euros. Elles sont la vitrine des écoles. »

Chaque établissement en dénombre plusieurs dizaines, centrées sur le sport, les loisirs, ou encore les relations internationales. Quelques-unes sont particulièrement convoitées, notamment les bureaux des étudiants (les fameux « BDE ») et les associations sportives, précise Iban Raïs : « Une association, c'est d'abord un réseau. C'est ensuite un statut social dans la promotion qui instaure une « pyramide du cool » difficile à éradiquer. »

En parallèle des grandes associations existent également des groupes plus officieux. A Audencia, on les appelle « confréries ». Fraîchement diplômée de l'école de commerce nantaise, Sarah (presque tous les étudiants ou diplômés interrogés souhaitent garder l'anonymat), 26 ans, explique leur rôle : « Les MILF – Mercredi I like to fuck – rassemblent les filles les plus cotées, une dizaine environ. Les garçons les plus populaires se retrouvent au sein du LADP – les adeptes du plaisir. C'est débile, mais la cote de popularité est tellement importante en école de commerce que les étudiants sont prêts à tout pour se rendre désirables et être intégrés dans ces confréries. » Sarah a été invitée à une soirée organisée par les LADP : « La confrérie avait convié les 50 filles les plus jolies du campus. Un grand écran diffusait un film porno en arrière-plan. Lors de la soirée, ils ont élu leur « marraine », celle qu'ils ne toucheront jamais. »

Exclusions temporaires

La direction d'Audencia assure disposer de très peu d'informations sur ce type de structures officieuses, « des petits groupes qui agissent dans la sphère privée », souligne Alexandre Weber, responsable de la vie associative. En 2022, plusieurs élèves ont été exclus définitivement après des enquêtes faisant suite à des signalements d'élèves. « L'école encourage les victimes à porter plainte et

« On encourage les victimes à porter plainte, mais elles n'en ont pas toujours envie »

XAVIER BOUTE
professeur associé à HEC

les accompagne dans leurs démarches juridiques à l'encontre de ces agresseurs », précise M. Weber. Présidente d'une association féministe dans une école de commerce parisienne, Claire explique que, en 2022, beaucoup d'étudiantes sont venues lui parler d'agressions subies au sein de son établissement. Aucune n'a pourtant osé en parler avec l'administration. Elle évoque le refus opposé à la responsable de la vie associative de son école, qui souhaitait mettre en place une cellule de signalement des VSS : « Les écoles se sont approprié le féminisme telle une mode, mais elles ne vont pas au fond du sujet. Faire de la prévention, c'est bien pour leur image. Reconnaître qu'elles abritent des agresseurs, c'est moins reluisant. »

De nombreuses écoles ont néanmoins déployé des cellules de signalement et engagé des conseils de discipline. Ainsi de l'Essec, qui a exclu temporairement plusieurs élèves dans le cadre de procédures disciplinaires pour viol et agression sexuelle. « Ces sanctions sont insuffisantes, pourquoi ne pas prononcer de sanction définitive ? », s'insurge Charlotte Caillat, ancienne de l'Essec et fondatrice des Méduses, un collectif de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur.

Directrice de l'engagement social à l'Essec, Anne-Claire Pache rappelle que les sanctions sont prises, de façon collégiale, par un conseil de discipline composé d'étudiants, d'enseignants et de membres de l'administration : « Le suivi des cas les plus difficiles est assuré par une structure extérieure qui mène l'enquête et rend un rapport. Le conseil de discipline prend sa décision en fonction des faits établis par l'enquête. »

HEC a également procédé à plusieurs exclusions temporaires, et « même une exclusion définitive », précise Xavier Boute, professeur associé à la prestigieuse école. Il reconnaît que le chemin à parcourir est encore long, et qu'il dépasse le simple cadre des écoles. « On encourage systématiquement les victimes à porter plainte, elles n'en ont pas toujours envie. On aimerait diminuer le temps d'enquête, mais c'est compliqué. Chaque année on accueille de nouveaux étudiants, et on doit tout recommencer. »

MARGHERITA NASI

« Les associations étudiantes apprennent aux jeunes élites à se sentir comme telles »

DOCTORANTE EN SOCIOLOGIE du Laboratoire de changement social et politique de l'université Paris-VII, corattachée au Centre d'étude et de recherche travail de l'université Jean-Jaurès à Toulouse, Margaux Trarieux s'apprete soutenir sa thèse « Faire sa « grande école ». La construction sociale de la grandeur par les étudiantes et étudiants en école de commerce ».

Dans votre thèse sur les conditions de réussite en école de commerce, vous consacrez plusieurs chapitres aux associations étudiantes. Pourquoi ?

Ce n'était pas prévu au départ, mais en interrogeant les premiers étudiants j'ai vite compris que les associations occupaient une place centrale dans la socialisation au sein de ces établissements. Intégrer une association, c'est presque comme passer un deuxième concours après celui d'entrée. C'est rejoindre un groupe distinctif où se tissent des réseaux puissants, qui permettront de faire la différence sur le marché de l'emploi. J'ai voulu comprendre comment les étudiants sont sélectionnés, et transformés par l'expérience associative.

Chaque école a ses associations les plus influentes. Il s'agit souvent du BDE [le bureau des étudiants], et du BDS [le bureau des sports]. Mais tout dépend de l'histo-

rique des écoles. A l'EM Lyon par exemple, le Ski club est réputé pour être particulièrement sélectif. Autour de ces associations prestigieuses gravitent des dizaines d'autres associations, qui ont une durée de vie plus ou moins longue, chacune ayant ses propres rituels de recrutement, parfois calqués sur ceux des associations les plus populaires.

Comment analysez-vous le discours tenu par les étudiants sur les associations ?

Entre 2018 et 2019, au début de mon enquête, les étudiants parlaient de bizutage, tout en sachant que la pratique était illégale. A partir de 2020, plus personne n'utilise ce terme. C'est pareil avec les termes de « bode » – qui désigne un étudiant populaire – et « nobode » ou « ghost », qui signifient l'inverse. Ces jeunes ne les emploient plus ouvertement, mais tout le monde connaît leur signification. Les étudiants sont bien plus sensibilisés à la question du harcèlement aujourd'hui. Mais ils sont davantage méfiants aussi. Ils ne veulent pas mettre en péril l'image d'établissements dans lesquels ils ont investi du temps et de l'argent, ni ternir la réputation d'un collectif censé les aider dans leur trajectoire professionnelle.

Les rituels d'intégration sont clairement moins violents, mais ils continuent de véhiculer une culture de l'excès. Ces jeunes consomment beaucoup d'alcool, dorment peu, se soumettent à des épreuves absurdes afin de prouver leur motivation. Les critères de sélection ne sont pas officiels, mais s'avèrent socialement ancrés, ce qui produit une hiérarchie en fonction de l'origine sociale et du genre à l'intérieur de l'école. Pour rejoindre le BDS par exemple, mieux vaut parler fort et aimer les chants potaches.

Pourquoi est-il aussi difficile de faire évoluer les associations étudiantes ?

Ces associations apprennent aux jeunes élites à se sentir comme telles. Les appels à des rituels d'initiation plus inclusifs se heurtent donc à leur raison d'être, ainsi qu'à leur rôle dans la formation des futurs cadres dirigeants. En s'impliquant dans la vie associative, les étudiants adoptent une posture ludique avec le réel qui leur permet de mettre à distance leurs actes. Une fois devenus managers, ils pourront ainsi s'impliquer dans l'amélioration de la performance des entreprises sans se soucier des problématiques sociales qu'elle engrange. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. NA.